

année de 6 à 7 milliards de dollars de richesses en puissance parce que le gouvernement n'a ni programme, ni plan, ni imagination.

Le chômage nous coûte de l'argent car il force l'État à dépenser. Nous avons 526,000 chômeurs et les Canadiens doivent déboursier le montant de l'assurance-chômage. Pour ceux qui ont épuisé leur droit aux prestations d'assurance-chômage, il reste l'assistance sociale, payée conjointement par Ottawa et les gouvernements provinciaux. Il y a des frais pour pourvoir à ceux qui n'ont pu verser les primes d'assurance frais médicaux et d'assurance santé, et leur procurer les services de santé. Tout cela signifie un drainage des trésors publics.

● (4.20 p.m.)

Mais le coût véritable du chômage doit se mesurer à la mesure de l'angoisse; il faut le mesurer à la mesure de la misère humaine, des privations et de l'insécurité qu'il suscite, non seulement pour les chômeurs eux-mêmes, mais aussi pour leurs familles. Que signifie le chômage pour les familles dont les revenus se trouvent réduits, qui peuvent se voir dans l'impossibilité de faire les versements mensuels pour la maison, de procurer aux enfants une instruction poussée? Que signifie-t-il en fait de privations, d'insécurité et de dégradation? Comment peut-on mesurer ces épreuves. Ne signifient-elles rien pour le gouvernement? Je me demande parfois si des membres du cabinet actuel ont jamais arpenté les rues d'une des villes du Canada à la recherche d'un emploi. J'en doute. Je doute qu'ils connaissent ou comprennent ce que ressent une personne en chômage. S'ils en avaient le sentiment, ils s'inquiéteraient beaucoup plus activement du problème qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici.

Qu'entend faire le gouvernement au sujet de ce problème? Il pourrait faire différentes choses. Je remarque qu'aux États-Unis, où le chômage a atteint le chiffre de 4.3 p. 100, chiffre beaucoup trop élevé, de l'avis du président, on libère des fonds additionnels pour le logement social, non seulement pour procurer des maisons, mais aussi des emplois. Notre gouvernement a-t-il l'intention d'adopter une ligne de conduite semblable? Si, nous arrêtant, nous constatons qu'au Canada nous avons besoin d'au moins deux millions de maisons et avons tous les matériaux nécessaires à leur construction à l'intérieur même de nos frontières, nous nous demandons nécessairement pourquoi les choses ne tournent pas rond. Monsieur l'Orateur, si quelque habitant de la planète Mars arrivait parmi nous et voyait qu'il nous faut deux millions de mai-

sons pour loger nos gens, que nous avons tout le bois et toute la brique et toutes les pièces de tuyauterie et d'électrification nécessaires pour les construire, que plus d'un million et demi des nôtres chôment et que, cependant, nous n'avons pas assez d'initiative pour rassembler tous les éléments de la situation et agir, il conclurait que nous sommes des défectifs mentaux.

Le gouvernement n'a rien fait au sujet du chômage. Le premier ministre nous a répondu aujourd'hui qu'on versait des fonds dans le ministère de l'Expansion économique régionale. Il est vrai qu'on dépense pour ce programme, mais celui-ci est détruit par le climat économique hostile dans lequel on l'applique. Comment convaincre une industrie de lancer de nouvelles entreprises dans les régions sous-développées du Canada si en même temps les taux d'intérêt augmentent, le gouvernement réduit ses programmes et on impose des restrictions au crédit à la consommation? Le ministre de l'Expansion économique régionale cherche à aider les régions moins développées du Canada à se hisser à la force du poignet. En même temps, le ministre des Finances leur coupe les moyens, si bien qu'ils retombent où ils étaient, ou même plus bas.

Le gouvernement impose toutes ces restrictions, fiscales et monétaires, d'après lui pour empêcher le coût de la vie d'augmenter davantage. A mon sens, ce serait payer bien cher pour y parvenir, monsieur l'Orateur. Mais ces restrictions n'ont pas empêché le coût de la vie de monter. De fait, en février, si l'on compare les chiffres à ceux de l'an dernier, il a augmenté de plus que la moyenne pour l'an dernier pris dans son ensemble.

Le ministre des Finances, dans son exposé budgétaire, a dit lui-même que l'augmentation des prix, des salaires et autres revenus n'avait pas ralenti. Aussi, non seulement avons-nous imposé aux chômeurs, groupe qui peut le moins bien se défendre au Canada, le fardeau de la lutte contre l'inflation, mais nous n'avons même pas commencé à gagner la lutte. Et cela, à mon avis, parce que le gouvernement a mal diagnostiqué la maladie dont le corps politique souffre. Le gouvernement a mépris les symptômes pour la maladie. Il continue de supposer, à tort, que le pays souffre du fait qu'il y a trop d'argent pour trop peu de produits alors que, d'après le Conseil économique du Canada, 20 p. 100 de notre population vit sous le seuil de la pauvreté et 20 p. 100 tout juste au-dessus. Il ne s'agit pas de trop d'argent dans le cas d'un secteur très